

A Davos, un air de répétition générale

TENSION En attendant la venue, ce mercredi, d'un Donald Trump qui persiste à revendiquer le Groenland, la première journée du WEF a été l'occasion pour les Européens de réaffirmer leur unité et leur détermination à répliquer au président américain

ALINE BASSIN, DAVOS

L'ombre de Donald Trump a lourdement plané mardi sur le Forum économique mondial (WEF). Attendu mercredi dans la station grisonne, le président américain ne relâche pas la pression, assurant vouloir toujours faire main basse sur le Groenland.

Avec sept autres pays, la France est devenue l'une des cibles du républicain pour avoir envoyé des soldats sur ce territoire d'Arctique dépendant du Danemark. Il est depuis quelques jours au cœur d'une confrontation sans précédent entre les Etats-Unis et l'Union européenne. Présent à Davos, le président français – qui en raison d'une conjonctivité arborait d'étonnantes lunettes de soleil – a pointé une situation «folle» où l'UE pourrait avoir à utiliser l'arme anti-coercition, «pour la première fois», contre les Etats-Unis, son allié historique.

«Nous plonger dans une spirale descendante ne ferait qu'avantager les adversaires que nous sommes tous deux déterminés à tenir à l'écart», a de son côté dénoncé la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, faisant notamment allusion à la Russie, qui entre en février dans sa cinquième année de guerre contre l'Ukraine. Le président Volodymyr Zelensky a d'ailleurs renoncé mardi à son déplacement dans la station grisonne, pour se concentrer sur la gestion de la grave crise du secteur de l'énergie, mis à mal par de nouvelles frappes russes. Le gouvernement danois a fait de même, tout comme le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, victime d'un «gros rhume». L'Organisation des Nations unies est aussi ciblée par le chef d'Etat américain, qui a annoncé lundi la création d'un «Conseil de la paix» dont le ticket d'entrée sera de 1 milliard de dollars. Alors que la France a été le premier grand pays à refuser clairement, Donald Trump a agité le spectre de droits de douane de 200% sur les vins et champagnes comme mesure de rétorsion.

L'UE marche sur une ligne de crête, l'Allemagne semblant craindre une escalade dans la guerre commerciale

Pour élaborer une réponse commune aux attaques américaines, les Vingt-Sept doivent se réunir jeudi pour un sommet extraordinaire. Parmi les solutions envisageables figure le dispositif anti-coercition, dont Emmanuel Macron a à nouveau appelé au déploiement à Davos. Cet instrument permet de prendre des mesures contre un pays si celui-ci impose des restrictions économiques. «L'Europe a maintenant des outils très forts et nous devons les utiliser quand nous ne sommes pas respectés et quand les règles du jeu ne sont pas

respectées», a insisté le locataire de l'Elysée, qui bénéficie du soutien du Rassemblement national. Jordan Bardella, président de la formation d'extrême droite, a appelé à rejeter la «soumission» et réclamé une réplique forte de l'UE.

L'UE marche toutefois sur une ligne de crête, l'Allemagne, qui sort de trois années de récession, semblant hésiter à activer un dispositif susceptible d'entraîner une escalade de la guerre commerciale menée par Donald Trump. Interrogé lundi par l'AFP, le chancelier Friedrich Merz a souligné que la «France est touchée par les droits de douane américains dans une mesure différente» de l'Allemagne, très dépendante de ses exportations, ajoutant que le «gouvernement français [...] souhaite parfois réagir de manière plus ferme que nous ne le souhaitons». Le chef de gouvernement a toutefois précisé «comprendre» cette position.

Pour Ursula von der Leyen, «un accord est un accord»

Ferme mais désireuse de calmer le jeu, Ursula von der Leyen a également promis mardi à Davos une augmentation massive des investissements européens au Groenland et s'est engagée à travailler avec les Etats-Unis à l'amélioration de la sécurité dans l'Arctique. La présidente de la Commission européenne a aussi relevé les interdépendances entre Bruxelles et Washington, évoquant les brise-glaces que les Etats-Unis utilisent dans le Grand Nord et qui viennent de Finlande. Elle a par ailleurs qualifié d'«erreur» les droits de douane supplémentaires agités par le républicain. «Un accord est un accord», a-t-elle martelé, faisant allusion au «deal» conclu l'été dernier entre les deux parties, que l'on hésite aujourd'hui à qualifier de partenaires commerciaux. Il avait permis à Bruxelles de ramener à 15% les tarifs frappant les exportations européennes. En signe de protestation, le Parlement européen a gelé mardi le processus de ratification du texte.

Quoi qu'il advienne ces prochains jours, les dirigeants européens présents au WEF ont réaffirmé la nécessité de gagner en autonomie et en indépendance, notamment face aux Etats-Unis. Croissance, innovation et durabilité: pour Emmanuel Macron, les besoins sont connus, ils ont notamment été identifiés par l'ancien président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, dans un rapport sur la compétitivité commandé en 2024 par l'UE. Le président français a souligné la nécessité de créer un véritable marché européen des capitaux, de mobiliser davantage l'épargne importante des Européens, qui a tendance à être investie hors du continent. Il a conclu son intervention en assurant préférer le respect, la science et le droit à la brutalité, la ploutocratie et la loi du plus fort.

Dans cette ambiance pesante, le nouveau coprésident du WEF, Larry Fink, n'a rien laissé transparaître de ses émotions et de ses intentions pour aider à résoudre une situation qui

paraissait inimaginable il y a encore 18 mois. Démocrate, le cofondateur de BlackRock est un interlocuteur incontournable pour l'administration Trump puisqu'il est à la tête du premier géant d'actifs mondiaux.

Souveraineté dans le domaine de l'IA

Ancien patron de Google, Eric Schmidt a, lui, plaidé pour davantage de souveraineté dans le domaine de l'IA: «C'est vraiment important que l'Europe propose un modèle d'intelligence artificielle open source. La raison en est qu'aux Etats-Unis les entreprises se tournent largement vers des modèles fermés, ce qui signifie qu'elles seront rachetées et soumises à des licences.» Selon lui, si l'Europe n'agit pas rapidement, elle finira par utiliser des modèles chinois qui, eux, seront libres de droit, ce qui n'est probablement pas le résultat souhaité pour l'Europe.

La Chine est représentée cette année dans les Alpes suisses par l'un de ses vice-premiers ministres, He Lifeng. Ce proche de Xi Jinping s'est livré à un plaidoyer en faveur du multilatéralisme, rappelant celui qu'avait livré le président chinois en 2017. Il s'exprimait alors que la mondialisation commençait déjà à vaciller sous les coups de boutoir d'un certain Donald Trump, qui venait d'entamer son premier mandat à la Maison-Blanche.

Le président fera donc son retour mercredi à Davos pour une intervention que les participants au 56e WEF attendent avec une certaine appréhension, pressentant qu'il ne se déplace pas pour apaiser une situation explosive. ■

Collaboration Madeleine von Holzen